

« Stand Up for Science » : une **réponse citoyenne** à une **crise institutionnelle**

Face à une attaque sans précédent de Donald Trump contre les institutions scientifiques, le mouvement « Stand Up for Science » incarne une réponse collective, jeune et déterminée, à la fragilisation du monde académique et à la remise en cause du rôle public de la science. Entretien avec l'une de ses principales organisatrices, la biologiste Emma Courtney ⁽¹⁾.

Le second mandat de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis s'est concrétisé par des menaces multiples contre la science et les scientifiques. C'est dans ce contexte que l'initiative « Stand Up for Science » a vu le jour. De quoi s'agit-il précisément ?

Le mouvement a été lancé par un petit groupe de cinq jeunes chercheurs en début de carrière : quatre d'entre eux étaient encore doctorants, le cinquième venait tout juste de soutenir sa thèse. Nous venions de disciplines variées (psychologie, biologie computationnelle, biologie du cancer dans mon cas) mais partagions le même constat : une menace diffuse pesait sur le monde scientifique, sans qu'aucune réponse claire ne semble émerger. Les grandes institutions discutaient sûrement en interne, mais pour des chercheurs comme nous, la question restait de savoir quoi faire, concrètement. Cette frustration partagée a donné nais-

sance à plusieurs initiatives, notamment sur Bluesky, devenu un espace d'échange très actif dans la communauté scientifique. L'un d'entre nous a contacté un ancien organisateur de la « March for Science » (2017-2018) ⁽²⁾, qui nous a transmis des conseils précieux : ce qui avait fonctionné, ce qu'il aurait fallu améliorer, les objectifs d'alors, et des pistes concrètes pour structurer un mouvement.

Progressivement, nous avons organisé les premiers événements avec le soutien de près de deux-cents bénévoles mobilisés via Bluesky et Instagram. Beaucoup ont rejoint le mouvement très vite, simplement parce qu'ils ressentaient exactement la même chose que nous.

Quelles ont été les décisions prises par l'administration Trump qui ont alimenté cette prise de conscience ?

La première décision qui a suscité un tollé dans le milieu scientifique américain a été la tentative de plafonnement des frais indirects du National Institutes of Health (NIH) à 15 %. Ces frais couvrent les infras-

tructures mais aussi les équipements, les services centraux ou encore les administrateurs scientifiques – autant d'éléments essentiels au bon fonctionnement de la recherche. La plupart des universités appliquent des taux compris entre 40 et 60 %. Les réduire à 15 % revenait à supprimer des millions de dollars de financements fédéraux.

Ce geste a surpris de nombreux chercheurs car il alignait le financement fédéral sur celui des fondations privées, alors même que leurs objectifs diffèrent : le financement public soutient une recherche diversifiée et assure une certaine stabilité, contrairement aux fonds privés, souvent plus ciblés et limités dans le temps. Cette décision, et son caractère soudain, ont engendré une grande incertitude quant aux modalités d'application de celle-ci, son calendrier, et, surtout, ses motivations. Sur un plan plus personnel, bien que mes études en science politique m'aient sensibilisée aux risques liés à la montée des mouvements populistes et à la défiance envers la science, j'ai été frappée par la vul-

« Certains fonds visent des résultats à court terme, d'autres soutiennent des projets ambitieux et risqués à long terme, souvent à l'origine des grandes innovations. Ces projets d'envergure sont les plus menacés. Récemment, le projet Cancer Moonshot a vu une partie de ses financements coupée. »

(1) Emma Courtney est doctorante au Cold Spring Harbor Laboratory, à New York.

(2) La « March for Science », organisée pour la première fois le 22 avril 2017, le Jour de la Terre, à Washington D.C. et dans plus de six-cents villes dans le monde, visait à célébrer le rôle de la science dans la société et à défendre une politique fondée sur les données scientifiques, dans l'intérêt public.

(3) Il s'agit de la liste publiée par le département de la Santé et des Services sociaux (Department of Health and Human Services) : https://taggs.hhs.gov/Content/Data/HHS_Grants_Terminated.pdf.



« J'ai été frappée par la vulnérabilité des institutions. J'ai réalisé que des structures que l'on imagine solides et pérennes reposent en réalité sur les personnes qui les composent. Ce constat a exigé un véritable travail personnel de lucidité : dans une démocratie, de tels bouleversements peuvent survenir très vite et dégénérer bien au-delà de ce que nous connaissons. »

(E. Courtney)

néralité des institutions. J'ai réalisé que des structures que l'on imagine solides et pérennes, comme le NIH, reposent en réalité sur les personnes qui les composent. Ce constat a exigé un véritable travail personnel de lucidité : dans une démocratie, de tels bouleversements peuvent survenir très vite et dégénérer bien au-delà de ce que nous connaissons.

Cette fragilisation s'est également traduite par des atteintes directes à la liberté académique. C'est par exemple la menace de l'administration Trump envers l'université Columbia, menacée de voir ses subventions fédérales supprimées si elle ne fermait pas son département d'études du Moyen-Orient – une attaque explicite contre certains champs de recherche.

Dans le même esprit, une liste a très tôt circulé⁽³⁾, recensant les subventions fédérales destinées non seulement à la recherche, mais aussi à des programmes d'aide locaux : soutien alimentaire, prévention des violences domestiques, services sociaux... Comme pour se préparer à supprimer tout aide à des initiatives pourtant essentielles au maintien de la santé et du bien-être des populations.

Cette stratégie du choc semble avoir été payante, du moins dans un premier temps...

De fait, un sentiment d'incertitude généralisée et d'impuissance s'est installé. Beaucoup ont été pris de court, éprouvant une

peur réelle, sans savoir comment réagir ni ce que les universités pouvaient concrètement faire pour s'opposer à une décision imposée d'en haut. Puis, chacun a fait face à sa façon : pour certains, le réflexe a été de continuer à travailler coûte que coûte, de maintenir le cap. Et, pour eux, cela a parfois été une stratégie efficace. Mais pour ma part, j'ai besoin de sentir qu'il existe une base solide, un objectif de long terme, en particulier lorsqu'il s'agit de santé publique. J'ai besoin de croire qu'il existe

un socle commun qui permet aux gens de vivre en bonne santé ici et maintenant. Je suis aussi quelqu'un qui cloisonne peu les différentes sphères de vie. C'est sans doute ce qui m'a poussée, dans ce contexte, à chercher à rassembler les gens autour de moi, à créer quelque chose de collectif, à initier un mouvement plutôt que de rester isolée dans le travail.

Quelles pourraient être les conséquences à long terme de ces coupes budgétaires et des pressions sur la liberté académique et le monde universitaire ?

Ce qui est en jeu, c'est la perception même de qui peut être considéré comme scientifique, et qui a le droit de le devenir. Aux Etats-Unis, des programmes soutiennent les jeunes chercheurs issus de parcours variés, justement parce que, historique-

Le mouvement « Stand Up for Science » en France

Lancé en France en soutien aux luttes menées aux Etats-Unis, pour défendre la science et la liberté académique, le mouvement « Stand Up for Science » a mobilisé près de quinze-mille personnes le 7 mars dernier, dans une trentaine de villes universitaires⁽¹⁾. Cette journée a également permis de dénoncer les attaques répétées contre la recherche et l'enseignement supérieur, en France : coupes budgétaires, précarisation des personnels, atteintes à la liberté académique, remise en cause d'institutions scientifiques comme le CNRS, l'OFB⁽²⁾ ou l'Ademe⁽³⁾, ou encore conditions restrictives imposées aux étudiantes et étudiants étrangers. Le mouvement s'est poursuivi par diverses initiatives, notamment le 3 avril, témoignant d'un engagement collectif qui cherche à peser dans le débat public face aux incertitudes et aux défis que connaît aujourd'hui le monde scientifique, en France.

(1) <https://standupforscience.fr/>.

(2) Office français de la biodiversité.

(3) Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Ewa Tartakowsky

ment, seules certaines personnes ont eu accès à la science. Ces initiatives apportent une diversité d'expériences précieuse, notamment en santé.

A long terme, si ces profils disparaissent – ceux qui ne viennent pas de milieux privilégiés ou qui sont hors des circuits traditionnels –, on perdra des perspectives essentielles pour construire une recherche et un système de santé inclusifs. L'histoire l'a déjà montré : tant que les femmes étaient absentes du monde scientifique, la compréhension de leur santé restait limitée. L'intégration d'une diversité de chercheurs et chercheuses améliore notre capacité à répondre à leurs besoins. Aujourd'hui, il y a un risque d'appauvrir cette réponse. C'est l'un des effets profonds que peuvent avoir les coupes budgétaires.

Un autre risque est de freiner la recherche sur des sujets encore sous-explorés comme le climat, les inégalités de santé, ou d'autres enjeux majeurs, soit la production de savoirs cruciaux. De plus, si les chercheurs ne peuvent plus travailler sur ce qui leur tient à cœur, beaucoup risquent de se détourner de la recherche, avec un impact direct sur la composition même de la communauté scientifique.

Le financement de la recherche n'est pas uniforme : certains fonds visent des résultats à court terme, d'autres soutiennent des projets ambitieux et risqués à long terme, souvent à l'origine des grandes innovations, comme l'intelligence artificielle ou Internet. Ce type de soutien vient notamment des NIH, de la National Science Foundation, du département de l'Energie, de la Défense, etc. Ce sont ces projets d'envergure qui sont aujourd'hui les plus menacés. Récemment, le projet Cancer Moonshot a vu une partie de ses financements coupée.

Quant au financement privé – qui constitue un pilier majeur du soutien à la recherche aux Etats-Unis –, il privilégie rarement ce type de projets, dans la mesure où les résultats ne sont pas immédiatement rentables ou exploitables. Ce sont les partenariats entre l'Etat et la science, établis depuis plus de soixante-dix ans, qui ont permis les grandes avancées sur le long terme.

(4) « 50501 », abréviation de « 50 manifestations, 50 Etats, 1 mouvement » – initialement « 50 manifestations, 50 Etats, un jour » – est une organisation politique citoyenne et indépendante, fondée pour protester contre les politiques de la seconde administration de Donald Trump aux Etats-Unis.

**« L'histoire l'a déjà montré :
tant que les femmes
étaient absentes
du monde scientifique,
la compréhension de
leur santé restait limitée.
L'intégration d'une diversité
de chercheurs et chercheuses
améliore notre capacité
à répondre à leurs besoins.
Aujourd'hui, il y a un risque
d'appauvrir cette réponse.
C'est l'un des effets profonds
que peuvent avoir les coupes
budgétaires. »**

Je ne pense pas que la science américaine s'arrêtera, même si le modèle de financement change, mais on risque de perdre beaucoup : en diversité, en ambition, en capacité d'innovation. Et plus ces programmes sont démantelés, plus on perd aussi les compétences et les personnes capables de les faire vivre.

Y a-t-il un lien entre la pression exercée sur certains chercheurs – ou plus largement sur la liberté académique – et la diffusion de théories irrationnelles ?

On a vu certaines personnes commencer à soulever ces enjeux sur les réseaux sociaux. Depuis la pandémie de Covid et l'intensification des débats autour du changement climatique, la science est devenue un sujet hautement polarisant. De plus en plus de discussions publiques adoptent un ton ouvertement antiscientifique, ou du moins s'éloignent des faits au profit d'arguments centrés sur les libertés individuelles, comme le refus des vaccins, au nom de l'autonomie corporelle.

Certaines disciplines de recherche sont même directement attaquées, en particulier celles qui touchent à la santé des femmes, aux questions LGBTQ+, à la santé des personnes transgenres ou encore aux inégalités économiques en matière de santé – des sujets pourtant essentiels.

On voit aussi se développer une tendance à discréditer certaines recherches existantes au prétexte qu'elles ont été menées avec des intentions biaisées. Pour beaucoup de personnes, y compris des scientifiques, la

science se borne simplement à confirmer une idée préexistante. Le biais de confirmation est omniprésent, qu'il s'agisse du grand public ou de scientifiques pouvant être ancrés dans l'analyse des données au point qu'ils épousent eux aussi certains biais.

Un exemple marquant de cette dérive est la récente annonce des NIH de lancer des recherches sur le lien entre les vaccins et les troubles neurodéveloppementaux. Bien que cette question – notamment en lien avec l'autisme – ait été largement réfutée dans la littérature scientifique, le simple fait de créer une initiative autour de ce thème génère une légitimité, attire des financements et incite des chercheurs à s'y intéresser. Le danger, c'est que des études soient lancées non pas en réponse à une réelle nécessité scientifique, mais parce que les fonds sont disponibles. Et dès lors qu'on cherche à confirmer une idée préexistante plutôt qu'à explorer librement, on s'éloigne de l'esprit même de la science. Il ne serait donc pas étonnant que de telles recherches finissent par « trouver » quelque chose, non pas parce que c'est scientifiquement fondé, mais parce qu'elles partent d'un présupposé à valider.

Est-ce que « Stand Up for Science » est en lien avec des mouvements pour la liberté, la défense des droits, les luttes féministes ou les mouvements syndicaux ?

Nous étions en lien avec de nombreux syndicats de doctorants à travers les Etats-Unis, notamment au niveau fédéral, ce qui nous a permis d'apprendre de leurs expériences et de leurs stratégies. Nous avons également travaillé en étroite collaboration avec les sections des étudiantes et étudiants salariés affiliés au syndicat automobile United Auto Workers (UAW), pour faire circuler l'information et organiser l'initiative. Mais aucun d'entre nous n'avait d'expérience en organisation, quand nous avons lancé « Stand Up for Science ». J'avais déjà participé à des manifestations, mais jamais en tant qu'organisatrice. Il a donc fallu apprendre rapidement, juste assez pour mettre en place l'événement en un mois – la stratégie à long terme viendrait plus tard.

Après l'action du 7 mars 2025, nous avons enfin pu réfléchir plus posément à une vision stratégique sur le long terme : comment bâtir des coalitions plus larges, renforcer les soutiens, et ancrer nos préoccupations dans un cadre plus durable. Nous avons notamment établi des partenariats



Le 7 mars 2025, des milliers de scientifiques se sont mobilisés aux Etats-Unis (ici, à Washington) et dans plusieurs pays du monde, à l'appel de « Stand Up for Science ». Pour E. Courtney l'objectif du mouvement est maintenant de « réfléchir plus posément à une vision stratégique sur le long terme : comment bâtir des coalitions plus larges et ancrer [ses] préoccupations dans un cadre plus durable. »

avec des groupes nationaux, comme le mouvement « 50501 »⁽⁴⁾.

J'ai aussi passé beaucoup de temps à lire et à échanger avec des personnes impliquées dans des mouvements historiques comme Act Up, dont l'efficacité et l'impact sur la santé publique ont été majeurs. Etudier leurs stratégies permet de réfléchir à comment adapter ces méthodes pour créer un mouvement inclusif, capable de rassembler des personnes issues de milieux très différents.

En dehors des manifestations, quelles stratégies les chercheurs et les chercheuses peuvent-ils et elles adopter pour faire face à ces restrictions et défendre la science comme bien commun ?

Je pense que nous avons une responsabilité : sortir du laboratoire, aller à la rencontre des gens dans nos communautés. La science, aussi passionnante soit-elle, est d'abord faite pour aider les autres. En tant que citoyens, il nous faut parfois poser

notre « casquette de scientifique » pour reconnaître que ce que nous vivons s'inscrit dans une attaque plus large contre l'Etat de droit et les institutions qui encadrent les décisions publiques aux Etats-Unis.

C'est pour cela que j'encourage mes collègues à s'engager aussi dans des groupes locaux, pas forcément scientifiques, mais où l'on trouve des personnes qui croient en la science, même si elles ne l'expriment pas de la même manière que nous. C'est dans ces alliances, à l'échelle locale, qu'on peut construire une solidarité réelle.

On ne peut pas juste affirmer : « Nous sommes scientifiques, donc financez notre recherche ». Pour que la science avance, il faut une société en bonne santé – sur tous les plans. Personnellement, je ne parlais pas souvent de mon travail en cancérologie. Aujourd'hui, quand l'occasion se présente, je prends le temps d'en discuter, de créer des liens plus humains avec les gens autour de moi.

Je crois que beaucoup, qu'ils soient ou

non scientifiques, ressentent une grande incertitude face à l'avenir. Et ce dont on a le plus besoin, c'est justement de lien humain, d'échanges sincères, de soutien et simplement de ne pas se sentir seul face à ce climat d'instabilité.

Quelles vont être les prochaines étapes pour votre mouvement ?

D'un point de vue logistique, nous avons dû gérer des questions juridiques pour protéger les membres de « Stand Up for Science » en cas d'incident, lors des manifestations. Mais au-delà de cet aspect, nous continuons à faire grandir le mouvement d'action militante.

Nous lançons aussi un nouveau projet, « Science for good », qui vise à renforcer la communication et à responsabiliser les scientifiques ainsi que toutes les personnes intéressées par la science. L'idée est de les encourager à s'engager localement et à inventer des façons créatives de parler de science, en mettant en lumière l'impact du financement fédéral sur leurs communautés.

Aujourd'hui, défendre la science américaine, c'est se battre pour affirmer un bien commun : une institution publique, au service de toute la société. ●

Propos recueillis par Ewa Tartakowsky, chargée de recherche au CNRS, membre du comité de rédaction de D&L

« Je ne pense pas que la science américaine s'arrêtera, même si le modèle de financement change, mais on risque de perdre beaucoup : en diversité, en ambition, en capacité d'innovation. Et plus ces programmes sont démantelés, plus on perd aussi les compétences et les personnes capables de les faire vivre. »